



# Assemblée générale

Distr. générale  
20 décembre 2002  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-septième session

Point 135 de l'ordre du jour

### Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

## Rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Exécution du mandat . . . . .	1-4	3
II. Exécution du budget . . . . .		6
A. Ressources financières . . . . .		6
B. Autres recettes et ajustements . . . . .		7
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . . . . .		7
D. Contributions non budgétisées . . . . .		7
III. Analyse des écarts . . . . .	5-17	7
IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-septième session. . . . .	18	10



## Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental pour l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.

### Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Auxiliaires et personnel de police	7 993,6	6 344,7	1 648,9	20,6
Personnel civil	25 984,6	19 720,8	6 263,8	24,1
Dépenses opérationnelles	14 871,4	13 025,0	1 846,4	12,4
<b>Montant brut</b>	<b>48 849,6</b>	<b>39 090,5</b>	<b>9 759,1</b>	<b>20,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	3 568,8	2 751,3	817,5	22,9
<b>Montant net</b>	<b>45 280,8</b>	<b>36 339,2</b>	<b>8 941,6</b>	<b>19,7</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	3 415,5	1 806,1	1 609,4	47,1
<b>Total</b>	<b>52 265,1</b>	<b>40 896,6</b>	<b>11 368,5</b>	<b>21,8</b>

### Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie de personnel	Postes approuvés <sup>a</sup>	Postes	Taux de
		effectivement pourvus (moyenne)	vacance (pourcentage) <sup>b</sup>
Observateurs militaires	203	195	4
Contingents	27	27	–
Police civile	81	26	68
Personnel international	300	196	35
Personnel recruté dans le pays	113	111	2
Personnel fourni par des gouvernements	10	5	50

<sup>a</sup> Effectif autorisé le plus élevé.

<sup>b</sup> Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont indiquées au chapitre IV du présent rapport.

## I. Exécution du mandat

1. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) par sa résolution 690 (1991) du 29 avril 1991. Le mandat pour l'exercice considéré dans le présent rapport d'exécution a été défini dans ses résolutions 1359 (2001), 1380 (2001), 1394 (2002) et 1406 (2002).

2. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre l'objectif général suivant : permettre au peuple du Sahara occidental de choisir librement et démocratiquement entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.

3. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a, au cours de l'exercice considéré, contribué à un certain nombre de réalisations en exécutant les produits clefs présentés dans les tableaux ci-après.

4. Les tableaux constituent un premier pas vers la définition d'objectifs. En effet, le budget de 2001-2002 ne contenait pas de tableau type énonçant les résultats escomptés qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution du budget et en rendre compte. Il a donc été décidé, à titre transitoire, de présenter les données sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2001-2002 sous la forme d'un tableau dans lequel les réalisations et produits effectifs (pour lesquels l'information est disponible) sont indiqués en regard d'indicateurs génériques et de types de produits, plutôt que de données de référence.

### Composante 1 : Composante politique

<i>Réalisations escomptées</i>	
1.1 Progrès en vue d'un règlement politique permettant un accord sur le statut du Sahara occidental	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Amélioration des échanges entre les parties au conflit et au sein même de ces parties	Toutes les parties concernées ont participé au dialogue facilité par la MINURSO, y compris des séries de pourparlers sur le projet d'accord-cadre sur le statut du Sahara occidental
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Rapport	Quatre rapports adressés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général 250 rapports opérationnels et politiques Comptes rendus quotidiens de situation
Manuel sur la recevabilité et sur les audiences sur le fond	Un manuel sur la recevabilité Un manuel sur les audiences sur le fond
Études	Quatre études sur les futurs travaux de la Commission d'identification
Information	250 points de presse et revues de presse

Réunions	Facilitation de réunions ordinaires entre le Représentant spécial du Secrétaire général et les parties politiques au conflit  Facilitation de réunions ordinaires entre le Représentant spécial du Secrétaire général, les organismes des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne
Liste des électeurs	Des 244 643 dossiers individuels, 71 736 ont été traités et le nom de ces personnes a été ajouté à la liste des électeurs
Archivage	106 475 dossiers ont été archivés par la Commission d'identification
Enquêtes sur des incidents	72 patrouilles conjointes avec des observateurs militaires des Nations Unies
Sécurité	Surveillance continue de toutes les bases d'opérations des équipes d'observateurs et des biens de la Commission d'identification

## Composante 2 : Composante militaire

<i>Réalisations escomptées</i>	
2.1 Respect des accords de cessez-le-feu	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Aucune violation des accords de cessez-le-feu	Aucun indice de violation des accords de cessez-le-feu ou de reprise des hostilités  Aucun indice de nouveau site militaire ou point d'appui le long du mur de sable
Diminution du nombre de mines terrestres	120 mines et munitions non explosées ont été détruites par les milices locales
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Patrouilles régulières des bases d'opérations des équipes	470 patrouilles terrestres mensuelles  35 vols de reconnaissance par hélicoptère par mois
Déminage	120 mines terrestres et munitions non explosées ont été marquées par des observateurs militaires des Nations Unies
<i>Observation</i> : Liberté de mouvement des observateurs militaires des Nations Unies à l'est du mur de sable (mur de défense)	

**Composante 3 : Appui**

<i>Réalisations escomptées</i>	
<b>3.1 Efficacité accrue de l'appui apporté à la Mission</b>	
<i>Indicateurs de succès</i>	<i>Réalisations effectives</i>
Degré élevé de satisfaction à l'égard des services d'appui	Les sondages auprès des bureaux-clients indiquent que le degré de satisfaction varie de moyen à élevé.
<i>Type de produit</i>	<i>Produits effectivement exécutés</i>
Entretien des installations	Entretien de 9 bases d'équipes, de 2 quartiers généraux de secteur et de 1 bureau de liaison
Transport de passagers	Transport de 10 313 passagers
Maintien de pistes d'atterrissage	Maintien de 8 kilomètres de piste d'atterrissage de 300 mètres de largeur
Transport de marchandises par voie aérienne	773 tonnes métriques
Entretien des véhicules	341 véhicules appartenant à l'ONU
Gestion et exécution des contrats	Passation de 11 contrats de plus de 25 000 dollars et de 32 autres de moins de 25 000 dollars
Entretien des réseaux de transmissions et des réseaux informatiques	Service continu : installation de 3 stations satellites à 3 bases d'équipes, échange de 80 000 messages par radio, téléphone et télécopie
Fourniture de services de sécurité	Services à 9 bases d'équipes, à 2 quartiers généraux de secteur et à 1 bureau de liaison
Valeur des commandes et des contrats	Passation de 517 commandes représentant un total de 5 643 851 dollars
Liquidation d'avoirs	Vente au rebut de 192 véhicules et liquidation de 1 051 autres éléments d'actif, y compris la destruction d'éléments d'actif représentant une valeur totale de 1 802 037 dollars
Formation	Formation de 37 fonctionnaires à l'étranger, de 25 fonctionnaires sur place et de 12 agents locaux

## II. Exécution du budget

### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis. Pour l'exercice budgétaire allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.)

Catégorie de dépenses	Montants répartis (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	5 298,3	5 034,1	264,2	5,0
Contingents	686,9	653,2	33,7	4,9
Police civile	2 008,4	657,4	1 351,0	67,3
Unités de police constituées	–	–	–	–
<b>Personnel civil</b>				
Personnel international	24 811,9	18 636,7	6 175,2	24,9
Personnel recruté dans le pays	1 172,7	1 084,1	88,6	7,6
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Personnel temporaire	–	2,2	(2,2)	–
Personnel fourni par des gouvernements	209,6	67,7	141,9	67,7
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	65,7	9,4	56,3	85,7
Voyages	185,3	263,7	(78,4)	(42,3)
Installations et infrastructures	2 066,0	1 618,4	447,6	21,7
Transports terrestres	2 775,7	2 535,7	240,0	8,6
Transports aériens	6 404,9	5 684,6	720,3	11,2
Transports maritimes	–	–	–	–
Transmissions	862,9	601,1	261,8	30,3
Informatique	497,6	392,3	105,3	21,2
Services médicaux	60,0	105,1	(45,1)	(75,2)
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 743,7	1 744,8	(1,1)	(0,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
<b>Total brut</b>	<b>48 849,6</b>	<b>39 090,5</b>	<b>9 759,1</b>	<b>20,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	3 568,8	2 751,3	817,5	22,9
<b>Total net</b>	<b>45 280,8</b>	<b>36 339,2</b>	<b>8 941,6</b>	<b>19,7</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées) <sup>a</sup>	3 415,5	1 806,1	1 609,4	47,1
<b>Total</b>	<b>52 265,1</b>	<b>40 896,6</b>	<b>11 368,5</b>	<b>21,8</b>

<sup>a</sup> Dont 845 000 dollars du Gouvernement algérien, 2 370 500 dollars du Gouvernement marocain et 200 000 dollars du Front POLISARIO. Les dépenses effectives en nature sont estimées à 585 355 dollars dans le cas du Gouvernement algérien, à 1 020 745 dollars dans celui du Gouvernement marocain et à 200 000 dollars dans celui du Front POLISARIO, à l'exclusion des montants relevant de l'Accord sur le statut des forces.

## B. Autres recettes et ajustements

<i>Catégorie de recettes</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>
Intérêts créditeurs	910,1
Recettes diverses	51,2
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	2,1
Économies réalisées au titre d'engagements d'exercices antérieurs ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	1 567,0
<b>Total</b>	<b>2 530,4</b>

## C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>
Matériel majeur	80 900,0

## D. Contributions non budgétisées

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Valeur estimative</i>	<i>Valeur effective</i>
	<i>(Dollars É.-U.)</i>	
Accord sur le statut de la Mission <sup>a</sup>	2 241,0	1 968,1

<sup>a</sup> La valeur effective comprend 88 200 dollars provenant de l'Algérie et 1 879 900 dollars du Maroc couvrant des dépenses d'hôtel, de bureau et d'hébergement en résidence.

## III. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Observateurs militaires</b>	264,2	5,0 %

5. La diminution est attribuable à une réduction du taux de l'indemnité de subsistance (missions) qui est passée de 60 à 50 dollars par jour à compter d'avril 2002 ainsi qu'au fait que le nombre d'observateurs militaires affectés à la Mission a été moins élevé que prévu.

<sup>1</sup> Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
<b>Police civile</b>	1 351,0	67,3 %

6. Les économies qui ont été enregistrées s'expliquent par la suspension des activités de la Commission d'identification, ce qui a entraîné une réduction du nombre de contrôleurs de la police civile sur le terrain qui est passé de 81 à 26, ainsi que par la réduction de l'indemnité de subsistance (missions).

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel international</b>	6 175,2	24,9 %

7. Suite à la suspension des activités de la Commission d'identification, des postes vacants dans des bureaux de district, des centres d'identification et des bureaux d'enregistrement n'ont pas été pourvus.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté dans le pays</b>	88,6	7,6 %

8. Les postes d'agent local ont été pourvus à des classes inférieures à la classe G-4, échelon 1, utilisée dans les prévisions de dépenses, ce qui a entraîné des économies au titre du personnel recruté dans le pays.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel fourni par les gouvernements</b>	141,9	67,7 %

9. La suspension des activités de la Commission d'identification, qui a entraîné une réduction de 50 % du nombre d'observateurs de l'Union africaine, et la réduction du taux de l'indemnité de subsistance (missions) précitée expliquent les économies enregistrées.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	56,3	85,7 %

10. La diminution des ressources nécessaires découle du fait que, à la suite de la suspension des activités de la Commission d'identification, les services du juriste indépendant n'ont pas été requis pendant la période comptable.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	(78,4)	(42,3 %)

11. Le dépassement à cette rubrique est imputable à des frais de voyage non prévus au budget pour les participants à la série de pourparlers qui a réuni au Wyoming toutes les parties intéressées dans le but de revoir le projet d'accord-cadre sur le statut du Sahara occidental, et le personnel qui a assisté à un stage de formation sur les technologies de l'information et les télécommunications à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	447,6	21,7 %

12. Du fait de la suspension des activités de la Commission d'identification, le personnel et les contrôleurs de la police civile ont été moins nombreux, ce qui a entraîné une diminution de la demande de matériel, de fournitures et de services par rapport aux prévisions de dépenses initiales.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	240,0	8,6 %

13. Les coûts effectifs de l'achat de véhicules ont été inférieurs aux prévisions, ce qui a entraîné des économies à cette rubrique du budget.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports aériens</b>	720,3	11,2 %

14. Le nombre effectif d'heures de vol a été moins élevé que les prévisions, ce qui a entraîné une réduction de droits d'atterrissage, redevances de manutention au sol et consommation de carburant par rapport à ce qui avait été prévu.

	<i>Écart</i>	
<b>Transmissions</b>	261,8	30,3 %

15. La réduction du montant demandé à cette rubrique s'explique par la diminution des frais afférents aux communications assurées par les réseaux commerciaux découlant de la suspension des activités de la Commission d'identification et la baisse de la demande de pièces de rechange par rapport aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	105,3	21,2 %

16. Les coûts effectifs des articles achetés ont été inférieurs aux prévisions, ce qui a entraîné une baisse à cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
<b>Services médicaux</b>	(45,1)	(75,2 %)

17. L'augmentation du montant demandé à cette rubrique est attribuable aux prix plus élevés que prévu payés pour répondre à un besoin urgent de fournitures, qui ont fait l'objet de lettres d'attribution avec le Gouvernement coréen.

#### **IV. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-septième session**

18. En ce qui concerne le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) L'affectation du solde inutilisé de 9 759 100 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002;

b) L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2002, qui s'élève à 2 530 400 dollars, qui se décompose comme suit : intérêts perçus (910 100 dollars), recettes diverses (51 200 dollars), ajustements sur l'exercice précédent (2 100 dollars) et économies réalisées sur les engagements d'exercices antérieurs ou découlant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 567 000 dollars).

---